



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 40 – Du 22 au 28 octobre 2021

En bref

Bangladesh : Réduction de l'impôt sur les sociétés des secteurs des équipements ménagers et automobile. Prêt de 5 institutions financières pour financer la 1^{ère} usine de voitures électriques. Projet de loi sur un nouvel impôt sur les sociétés. Aide additionnelle de l'UE de 10 M EUR pour les Rohingyas au Bangladesh. Le gouvernement demande aux autorités émiraties de réglementer les salaires des travailleurs expatriés. Réglementation des frais de transferts bancaires par internet. La banque Sonali annule 27,3 Mds BDT de prêts non performants (PNP).

Bhoutan : Prêt de la Banque mondiale pour le développement de la finance au Bhoutan. 15 000 personnes ont souscrit au programme d'éducation financière de la BNBL.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : Le FMI réduit les prévisions de croissance potentielle de l'Inde de 25 points de base à 6%. Augmentation des réserves de change de 58,4 Mds USD au terme du S1 2021/22. *Secteur bancaire* : Vers un durcissement des normes prudentielles imposées aux quatre banques spécialisées indiennes. *Politique commerciale* : Visite de la Directrice générale de l'OMC à New Delhi. Nouvelle réunion de haut niveau entre l'Inde et le Royaume-Uni. *Autres informations* : Forte augmentation des prix des carburants.

Maldives : Promotion de l'économie bleue et des investissements durables au *Maldives Investment Forum*.

Népal : Conséquences économiques des pluies. Au Népal, un accès à internet parmi les plus chers d'Asie du sud.

Pakistan : Le Pakistan reste sur la liste grise (« de surveillance ») du GAFI. Annonce d'un plan d'aide financière saoudien de 4,2 à 4,5 Mds USD qui règle les problèmes immédiats de trésorerie du Pakistan. Suite à la suspension des travaux avec le FMI, le Pakistan a connu cinq jours de « flottement » pendant lesquels le pays a cru qu'un « plan B » était à l'étude. Le Pakistan qui semble résolu à appliquer les recommandations du FMI doit composer avec une population qui adopte de plus en plus une posture contestataire. Le Pakistan va utiliser le fonds de soutien de la COVID-19 financé par le FMI en soutien budgétaire. Le ministre des affaires étrangères a annoncé la mise en place d'une aide humanitaire à l'Afghanistan de 30 MUSD.

Sri Lanka : Niveaux record à la bourse de Colombo. Point d'étape de la Banque centrale sur les financements extérieurs. Dégradation par Moody's de la note souveraine de Caa1 à Caa2, avec perspective stable. Creusement du déficit commercial en août.

Bangladesh

Réduction de l'impôt sur les sociétés des secteurs des équipements ménagers et automobile

Le *National Board of Revenue* (NBR) a décidé de la réduction de 10% de l'impôt sur les sociétés applicable aux industriels des secteurs des équipements ménagers tels que les congélateurs, réfrigérateurs, climatiseurs, compresseurs et de la composante deux-roues du secteur automobile. Jusqu'à présent, les producteurs et assembleurs non cotés en bourse étaient soumis à un impôt sur les sociétés de 30% contre 22,5% pour les entreprises cotées.

Ces secteurs viennent s'ajouter à ceux pour lesquels le gouvernement a réduit la taxation pour encourager l'industrialisation, la création d'emplois et l'accélération de la croissance économique, à savoir : la confection et le textile, l'électricité, les technologies de l'information et les services informatiques, ainsi que le secteur pharmaceutique. En revanche, pour bénéficier de cette réduction d'imposition, les secteurs des équipements ménagers et des deux-roues devront respecter certaines conditions: être propriétaires de leurs installations, disposer de leur propre usine de traitement des déchets et investir au moins 10% de l'économie d'impôt pour augmenter leur capacité de production dans les trois ans après la fin de l'exercice.

Prêt de 5 institutions financières pour financer la 1^{ère} usine de voitures électriques

Cinq banques et institutions financières non bancaires s'associeront prochainement autour d'un prêt de 1,7 Md BDT (19,8 M USD), dont les conditions de financement ne sont pas précisées, pour financer l'usine de *Bangladesh Auto Industries Ltd* (BAIL), première usine de voitures électriques au Bangladesh. Le coût estimé du projet est de 3,4 Mds BDT (39,2 M USD) et la différence avec le prêt serait financée par les marchés et des investisseurs étrangers. Les institutions financières concernées sont: *Bangladesh Infrastructure Finance Fund Ltd* (BIFFL), *Agrani Bank Ltd*, *Islami Bank Bangladesh*

Ltd, *Bangladesh Development Bank Ltd* and *First Security Islami Bank Ltd*. Les premières voitures pourraient être proposées à la vente à l'été 2022 selon le Directeur général de la BAIL.

Projet de loi sur un nouvel impôt sur les sociétés

Le *National Board of Revenue* a présenté un projet de loi sur un nouvel impôt sur les sociétés pour 2022. Il propose de simplifier et de rendre plus flexible la loi existante: *Income Tax Ordinance* de 1984. Le projet de loi inclut notamment l'amortissement des coûts fixes liés au démarrage d'une activité et également la question de la taxation des entreprises après une fusion ou une acquisition. Il sera soumis pour avis aux principales parties prenantes à partir du 25 novembre et le NBR espère le faire voter d'ici le 15 décembre. Lors de l'annonce du budget, le ministre des Finances Mustafa Kamal avait déjà émis le souhait de voir cette réforme aboutir rapidement.

Aide supplémentaire de l'UE de 10 M EUR pour les Rohingyas au Bangladesh

A l'occasion de la visite de trois jours au Bangladesh du Commissaire européen à la gestion des crises Janez Lenarčič, l'Union européenne a annoncé une aide supplémentaire de 12 M EUR à destination de la minorité Rohingyas persécutée en Birmanie et dont une partie est réfugiée au Bangladesh. 10 M EUR iront ainsi à la communauté réfugiée au Bangladesh et 2 M EUR à celle toujours en Birmanie mais déplacée hors de l'Etat de Rakhine. A ce jour, l'aide de 2021 de la Direction de la protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO) au Bangladesh s'élève à 30 M EUR.

Le gouvernement demande aux autorités émiraties de réglementer les salaires des travailleurs expatriés

A l'occasion d'une rencontre entre le ministre de la Protection des expatriés et de l'emploi à l'étranger (*Expatriates' Welfare and Overseas Employment Minister*) Imran Ahmad et le ministre des Ressources humaines émirati, le Dr Abdulrahman Abdulmannan Al Awar (*Minister of Human Resources and Emiratisation*) à Dubai, le

ministre bangladais a : (i) remercié son hôte pour la reprise du recrutement des travailleurs bangladais, (ii) appelé à la réouverture des visas pour l'embauche de travailleurs bangladais dans toutes les provinces des Emirats et enfin (iii) demandé aux autorités émiraties de réglementer les salaires des Bangladais travaillant aux Emirats.

Réglementation des frais de transferts bancaires par internet

La Banque centrale a fixé des frais de transferts maximum de 10 BDT (0,12 USD) pour les transferts de fonds en ligne, dans le but d'encourager leur utilisation. Cela permettra également de lisser les prestations entre les banques, certaines imposant parfois des frais bien supérieurs. De même, les frais afférents aux transactions sur les plateformes digitales, portails de paiement, (*payment gateways*) ou services financiers mobiles seront uniformisés à 1,6%.

La banque Sonali annule 27,3 Mds BDT de prêts non performants (PNP)

La banque Sonali, première banque publique commerciale du pays aurait annulé 27,3 Mds BDT (319 M USD) de prêts de ses 20 plus grands débiteurs, pour cause de non-recouvrement. La banque aurait fixé, début 2021, une cible de recouvrement de 2,3 Mds BDT, soit 10% des prêts annulés mais il semblerait qu'elle ne puisse réaliser qu'un taux de recouvrement de 8%.

Bhoutan

Prêt de la Banque mondiale pour le développement de la finance au Bhoutan

La Banque mondiale a approuvé un prêt de 30 M USD en soutien aux efforts du Bhoutan pour développer l'inclusion financière et atténuer les effets de la pandémie et des confinements et restrictions liés. Ce prêt s'inscrit dans le troisième volet du *Financial Market Development Program* orienté autour de trois axes de réformes : (i) le développement de la finance non bancaire avec notamment l'émission de deux obligations gouvernementales en septembre 2020 et février

2021, (ii) le renforcement de la stabilité et de l'intégrité du système financier avec l'instauration de *stress tests* et (iii) la promotion de l'inclusion financière. Pour les deux premiers sous-programmes, il s'agissait de prêts de 30 M USD chacun.

15 000 personnes ont souscrit au programme d'éducation financière de la BNBL

Depuis sa création, près de 15 000 personnes ont souscrit à ce programme de la *Bhutan National Bank Limited*, qui a pour but de familiariser les enfants entre 4 et 15 ans à la finance et aux transactions bancaires. Le programme a été créé en 2012 et totalise aujourd'hui 300 M BTN (4 M USD) de dépôts. Les utilisateurs peuvent déposer au minimum 100 BTN par mois avec un taux d'intérêt annuel de 5%, les retraits des fonds sont limités à certaines conditions. La BNBL est la seule banque à offrir ce service, ce dernier s'inscrivant en conformité avec la stratégie des autorités en vue de développer l'éducation financière et en particulier le programme de la Banque centrale *Youth Ethics* 2018.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Le FMI réduit les prévisions de croissance potentielle de l'Inde de 25 points de base à 6%

Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré que l'impact de la pandémie, qui a gravement pesé sur les investissements et le marché du travail, avait conduit à cette révision à la baisse. La croissance potentielle est le taux de croissance qu'une économie pourrait atteindre dans une perspective de moyen terme sans générer un excès d'inflation. Le FMI a néanmoins tempéré son analyse en précisant que la mise en œuvre des réformes structurelles programmées ainsi que la poursuite du plan de privatisation pourraient conduire à relever les projections de croissance potentielle.

Le président de la 15^{ème} Commission des finances, N K Singh, a critiqué la méthode de calcul du

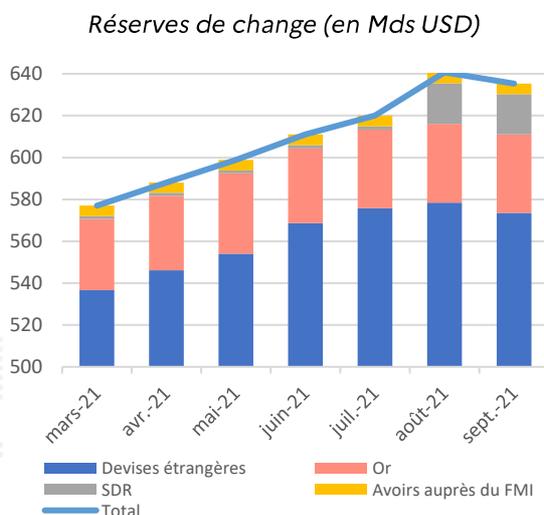
potentiel de croissance, ayant conduit, selon lui, à une sous-estimation grossière de celui-ci.

Pour mémoire, le potentiel de croissance de l'économie indienne, tel que calculé par la RBI, avait déjà reculé à l'issue de la grande crise financière de 2008, en liaison avec le déclassement des équipements et une détérioration du capital humain.

Augmentation des réserves de change de 58,4 Mds USD au terme du S1 2021/22

D'après le Rapport semestriel sur la gestion des réserves de change publié par la Banque centrale indienne, au cours du semestre sous revu s'achevant à fin septembre, les réserves sont passées de 577 Mds USD à fin mars 2021 à 635,4 Mds USD à fin septembre 2021.

À fin septembre 2021, sur les 573,6 Mds USD d'actifs en devises, 383,7 Mds USD étaient investis en titres, 147,9 Mds USD l'ont été sous forme de dépôts auprès d'autres banques centrales et de la Banque des règlements internationaux, et le solde de 42 Mds USD comprenait des dépôts auprès de banques commerciales à l'étranger. La part de l'or dans les réserves totales de change a légèrement augmenté, passant d'environ 5,87% à fin mars 2021 à 5,88% à fin septembre 2021 et s'élève à 37,4 Mds USD. On notera que le rapport n'examine nullement les problématiques afférentes à la rentabilité des différents supports.



Secteur bancaire

Vers un durcissement des normes prudentielles imposées aux quatre banques spécialisées indiennes

La Reserve Bank of India (RBI) a proposé des normes de capital plus strictes pour l'*Exim Bank*, la *National Bank for Agriculture & Rural Development* (NABARD), la *National Housing Bank* (NHB) et la *Small Industries Development Bank of India* (SIDBI), qui entreraient en vigueur à partir du prochain exercice (1^{er} avril 2022). Conformément au cadre de Bâle III, un capital minimum de 11,5%, dont un capital total minimum de 9% et un coussin de capital minimum (*minimum capital buffer*) de 2,5%, pour les quatre institutions financières indiennes a été recommandé. Le capital minimum en actions ordinaires de catégorie 1 (CET1) serait de 5,5%, tandis que l'exigence minimale en capital de niveau 1 est proposée à 7%. Pour mémoire, les encours de crédit alloués par ces institutions représentaient 3,4% des encours de crédit consolidés du système bancaire.

Politique commerciale

Visite de la Directrice générale de l'OMC à New Delhi

La Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Ngozi Okonjo-Iweala, a rencontré le Premier ministre Narendra Modi et le ministre des Affaires extérieures, S. Jaishankar, à l'occasion de sa visite à New Delhi. Le voyage de trois jours revêtait une importance d'autant plus importante que se déroulera à la fin du mois de novembre la conférence ministérielle de l'OMC.

Au sujet de la renonciation aux brevets, elle a annoncé que l'OMC cherchait à œuvrer dans le sens d'une solution pragmatique qui pourrait faciliter l'accès aux vaccins des pays en développement sans pour autant décourager la recherche et l'innovation. De même, elle a déclaré que les positions de l'Inde sur les pêches et les subventions agricoles seraient étudiées sans toutefois pouvoir assurer qu'elles seraient prises en compte.

Nouvelle réunion de haut niveau entre l'Inde et le Royaume-Uni

La ministre des Finances, Nirmala Sitharaman, a tenu une réunion avec la ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, Liz Truss, pour évoquer les investissements dans l'énergie verte, les infrastructures, le *National Monetisation Pipeline* (NIP), les *fintech* et l'International Financial Services Centres Authority (IFSCA), en vue d'un renforcement de la coopération bilatérale entre le Royaume-Uni et l'Inde. La ministre des Finances a en outre déclaré que le Partenariat stratégique global adopté par les Premiers ministres de l'Inde et du Royaume-Uni en mai 2021 avait contribué à renforcer la collaboration entre les deux pays.

Autres informations

Forte augmentation des prix des carburants

Le 27 octobre, les prix de l'essence ont augmenté de 31 à 35 centimes de roupies (*païse*) le litre, tandis que les prix du diesel ont bondi de 33 à 37 *païse* le litre. Les prix de l'essence et du diesel, qui diffèrent d'un État à l'autre, ont augmenté à 22 reprises depuis le 28 septembre en raison de la hausse constante des prix internationaux du pétrole pour atteindre leur niveau le plus élevé jamais atteint. Alors que l'essence a déjà atteint ou dépassé la barre des 100 INR (1,3 USD) le litre dans toutes les grandes villes du pays (+6,4% en moyenne dans les capitales des dix principaux États fédérés), le diesel a atteint ce niveau dans plus d'une douzaine d'États et territoires de l'Union, du Jammu-et-Cachemire au Tamil Nadu (+7,8% en moyenne dans les capitales des dix principaux États fédérés).

L'escalade des prix des carburants devrait mécaniquement avoir un effet sur l'inflation (la pondération de la composante énergie dans l'indice des prix à la consommation est de 7%) et pourrait diminuer la demande et donc la consommation pendant la période des fêtes.

INR/litre	Pétrole		Diesel	
	28-sept	27-oct	28-sept	27-oct
New Delhi	101,39	107,94	89,57	96,67
Mumbai	107,47	113,8	97,21	104,75
Kolkata	101,87	108,46	92,67	99,78
Chennai	99,15	104,83	94,17	100,92
Bengaluru	104,92	111,7	95,06	102,6
Hyderabad	105,48	112,27	97,74	105,46
Patna	104,04	111,64	95,7	103,28
Bhopal	109,85	116,62	98,45	106,01
Jaipur	108,35	115,21	98,8	106,47
Lucknow	98,51	104,88	89,98	97,13
Thiruvananthapuram	103,63	110,19	96,4	103,88

Maldives

Promotion de l'économie bleue et des investissements durables au *Maldives Investment Forum*

Le 26 octobre 2021, au cours de l'EXPO 2020 DUBAI, le Président Ibrahim Mohamed Solih a invité les investisseurs étrangers à explorer le potentiel des Maldives, mentionnant les trois priorités du gouvernement : la croissance économique via la diversification sectorielle, la durabilité environnementale et la prospérité de la société maldivienne. Notant que 99% du territoire de l'archipel est composé d'océans, il a souligné que l'économie bleue constituait un axe stratégique de la politique économique gouvernementale et les collaborations possibles avec les experts internationaux dans ce domaine. Les Maldives se veulent à la pointe de la lutte contre le changement climatique et comptent devenir neutres en carbone en 2030, objectif qui ne saurait être atteint qu'avec « l'assistance généreuse de la communauté internationale ». Le ministre de l'économie a quant à lui souligné les mesures prises pour favoriser les IDE et le ministre du tourisme a annoncé le leasing de 18 nouvelles îles pour le développement de complexes touristiques. Les investisseurs

pourront soumettre leurs offres d'ici fin février 2022.

Népal

Conséquences économiques des pluies

De fortes pluies se sont abattues sur le Népal au cours de la troisième semaine d'octobre et ont conduit à des glissements de terrain. Cette catastrophe naturelle a causé la mort d'au moins une centaine de personnes et pourrait avoir de lourdes conséquences économiques :

- i. Selon les premières estimations du ministère de l'Agriculture, les dommages causés par les fortes pluies, survenues hors saison, qui se sont abattues sur le Népal atteignent le record d'environ 8 Mds NPR (66,4 M USD). Ce montant représente les 325 000 tonnes de cultures de riz détruites par la catastrophe. Cela constitue une lourde perte pour l'économie népalaise. En effet, cette culture compte pour 7% du PIB du Népal tandis que, selon la FAO, 66% de la population est directement engagée dans une activité agricole ;
- ii. Les pluies pourraient conduire à une hausse de l'inflation des produits alimentaires alors que l'offre se contracte ;
- iii. Le Département des routes estime que les dommages s'élèvent à 1,1 Md NPR (8,7 M USD) ;

Au Népal, un accès à internet parmi les plus chers d'Asie du sud

En 2020 au Népal, le coût de l'accès à internet (1,5 GB de données) représentait 2,6% du revenu national brut (RNB) par habitant, selon le rapport *Connectivity in the Least Developed Countries* de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). Selon l'organisation, ce coût dans les pays en voie de développement ne devrait pas excéder 2%. Bien que le coût de 1,5 GB au Népal soit passé de 5,2% du RNB par habitant en 2018, à 2,6% en 2020, l'UIT estime que le pays doit aujourd'hui se doter d'une politique concrète plus ambitieuse pour faire baisser le prix des données. Les professionnels du secteur jugent les taxes trop élevées et doivent par ailleurs se

fournir en haut débit auprès des revendeurs indiens, un autre facteur de hausse des prix. Au Népal, 96% des foyers sont équipés d'au moins un téléphone mobile (97% en ville et 94% dans les campagnes).

Coût de 1,5 GB (% RNB/tête)	2018	2020
Afghanistan	9,1	10,8
Bangladesh	1,9	1,9
Bhoutan	1,1	0,9
Népal	5,2	2,6

Pakistan

Le Pakistan est maintenu sur la liste grise (« de surveillance ») du GAFI

Le Pakistan a effectué des progrès substantiels quant à la mise en conformité technique de tous les points soumis lors des plénières du GAFI qui sont détaillés par l'*Asia/Pacific Group on Money Laundering* (APG), le vecteur de diffusion des principes du GAFI au niveau asiatique. En revanche, la sortie de la liste grise du Pakistan achoppe sur des informations jugées trop imprécises à ce stade concernant des militants islamistes pakistanais (résidence d'un terroriste au Pakistan ou en Afghanistan et décès ou non d'un autre terroriste).

Annnonce d'un plan d'aide financière saoudien de 4,2 à 4,5 Mds USD qui règle les problèmes immédiats de trésorerie du Pakistan

L'Arabie saoudite a renouvelé son soutien financier au Pakistan -via le Fonds saoudien pour le développement (SDF)- de 4,5 Mds USD qui sont constitués de 3 Mds USD de dépôts en numéraire auprès de la Banque centrale (SBP)- (alors que les réserves avaient baissé de 20 à 17 Mds USD entre la fin septembre et la fin octobre, soit moins de trois mois d'importations) et une facilité de paiements différés d'une valeur de 1,2 à 1,5 Md USD permettant l'approvisionnement pétrolier (cette deuxième enveloppe étant l'amorce d'un crédit à 3 mois). Les frais financiers de la totalité de cette opération s'élèvent à 3,2 %. Un schéma comparable avait été mis en place une première fois par les autorités saoudiennes

en 2018 (3 Mds USD en dépôts en espèces auprès de la SBP et facilité pétrolière de 3 Mds USD). Les relations bilatérales s'étaient détériorées lorsqu'islamabad a dû rembourser 2 des 3 Mds USD déposés à la SBP.

[Suite à la suspension des travaux avec le FMI, le Pakistan a connu cinq jours de « flottement » pendant lesquels le pays a cru qu'un « plan B » était à l'étude](#)

Les discussions à Washington avaient été suspendues le 22 octobre. La presse s'était fait l'écho de la recherche d'un plan B par le gouvernement d'Imran Khan pour échapper à certaines conséquences sur les plus pauvres et la classe moyenne (notamment par l'augmentation d'une fiscalité sur les petits commerçants) mais aussi sur les mesures fiscales pour les plus privilégiés (intérêts économiques des militaires, fiscalité des grands propriétaires terriens et paiement des 5 années de retard des impôts des raffineurs de sucre) envisagées dans les discussions avec le FMI.

En début de semaine, M. Shaukat Tarin, le conseiller du Premier ministre chargé des finances du gouvernement pakistanais évoquait l'éventualité de prêts commerciaux de banques privées et d'institutions internationales comme la Banque asiatique de développement. Les acteurs financiers (la place de Karachi) y voyaient l'exploration d'un scénario alternatif à un plan du FMI, d'où une baisse de la roupie à 175 PKR pour 1 USD le 26 octobre à la fermeture des marchés (le PKR est depuis remonté jeudi 28 octobre à 172,26 roupies pour 1 USD). La semaine précédente, un haut fonctionnaire du ministère des Affaires économiques avait lancé un ballon d'essai à destination des négociateurs du FMI sur des obligations en renmimbi et des obligations islamiques (sukuks).

[Le Pakistan qui semble résolu à appliquer les recommandations du FMI doit composer avec une population qui adopte de plus e plus une posture contestataire](#)

Mercredi 27, le lendemain de l'annonce de l'accord susmentionné avec les Saoudiens, M. Tarin indiquait que l'aide financière saoudienne permettait de résoudre les problèmes de

balance des paiements à court terme et qu'un accord avec le FMI sur la 6e révision de la relance de la facilité élargie du Fonds (qui permettra de libérer une tranche de 1 Md USD) ne manquerait pas d'être conclu d'ici quelques jours. Des sources officielles pakistanaïses ont déclaré qu'une première ébauche du Mémoire sur les politiques financières et économiques (MEFP) du FMI était actuellement en discussion à Islamabad.

Les nouvelles augmentations de 10% du litre d'essence, du transport par train, des tarifs de l'électricité témoignent de cette volonté pakistanaïse de suivre les recommandations du Fonds. L'administration fiscale impose pour la première fois une taxe sur les transactions des bijoutiers. La généralisation et l'augmentation du système d'impôts sur les sociétés porté par l'administration fiscale (le FBR) ont entraîné une manifestation très suivie de l'organisation nationale des petits commerçants à Islamabad. Aussi, le Premier ministre a décidé de remettre à l'année 2022/2023 la généralisation de l'IS sur les PME. Il en résulte selon des experts du FBR un manque à gagner pour le budget de l'ordre de 2,3 Mds USD.

[Le Pakistan va utiliser le fonds de soutien de la COVID-19 financé par le FMI en soutien budgétaire](#)

Le FMI a donné son accord de principe à l'utilisation par le Pakistan -pour répondre à certains de ses besoins budgétaires- de 2,78 Mds USD qui avaient été fournis par le Fonds pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

[Le ministre des affaires étrangères a annoncé la mise en place d'une aide humanitaire à l'Afghanistan de 30 MUSD](#)

S'exprimant lors d'une conférence de presse à Islamabad, le ministre des Affaires étrangères, M. Qureshi a rappelé qu'il était allé à Kaboul dans le cadre d'une délégation qui comprenait notamment le chef de l'*Inter-Services Intelligence* (ISI) et des fonctionnaires du ministère du Commerce et de hauts responsables du ministère des Affaires étrangères. La délégation a pu discuter avec le Premier ministre afghan intérimaire Mohammad

Hassan Akhund et d'autres membres du gouvernement intérimaire afghan.

Le ministre des Affaires étrangères a indiqué que le Pakistan s'engageait à verser plus de 28 MUSD d'aide humanitaire immédiate à l'Afghanistan et assouplirait les restrictions de voyage et de commerce à ses frontières terrestres (pas de visa nécessaire pour les hommes d'affaires pendant le premier mois de séjour, bienveillance pour l'obtention de visas plus longs pour les hommes d'affaires). Afin de fluidifier les relations humaines et économiques, les capacités de gestion des passages aux frontières ont été renforcées, le couloir commercial est devenu opérationnel 24 heures sur 24.

M.Qureshi a déclaré que le Pakistan avait supprimé les droits sur l'importation de fruits et légumes frais afghans et qu'un groupe de travail avait été formé pour examiner sur quels types de produits les droits pourraient être réduits et/ou supprimés.

Sri Lanka

Niveaux record à la bourse de Colombo

Le principal indice de la bourse de Colombo, le « *All Share Price Index* », a franchi pour la première fois la barre des 10000 points le 25 octobre (+48,3% en cumul annuel). La hausse de l'indice s'accélère: le marché franchissait 7000 points en janvier, 8000 points en juillet et 9000 points en septembre. Le volume des échanges atteint son plus haut niveau depuis trois semaines, notamment tiré par le secteur de la vente au détail. La capitalisation totale des entreprises a augmenté de plus de 50% en un an, pour atteindre 4,47 trillions de roupies (22 Mds USD). Le 25 octobre, Expolanka a ainsi été la première entreprise sri lankaise à franchir le cap des 2 Mds USD de capitalisation (x7 depuis fin 2020). L'injection de liquidités et la baisse des taux menées par la banque centrale, la publication par une série d'entreprises de résultats financiers supérieurs aux attentes, la campagne de vaccination et la reprise des exportations contribuent à la hausse. A rebours

de cette tendance, les sorties nettes de capitaux étrangers se poursuivent (45 Mds LKR depuis début 2020, soit 220 M USD).

Point d'étape de la Banque centrale sur les financements extérieurs

Après avoir dévoilé au début du mois sa « Feuille de route pour assurer la stabilité macroéconomique et celle du système financier » dans les six prochains mois, et confrontée au peu de confiance suscitée chez les investisseurs, la Banque centrale (CBSL) a publié le 26 octobre un point d'étape sur les nouveaux financements en cours de négociations. Alors qu'elle prévoyait dans sa feuille de route 4,5 Mds USD au T4 2021 et 5,7 Mds USD en 2022, ceux-ci incluent pour le moment :

- i. La monétisation d'actifs sous-utilisés ou non-stratégiques: plusieurs protocoles d'accord, concernant plusieurs opérations immobilières, devraient rapporter 200 M USD, avec un paiement anticipé attendu prochainement.
- ii. Des investissements étrangers: celui dans le Terminal à conteneurs ouest du port de Colombo (650 M USD) a été récemment finalisé, et une première tranche d'un investissement de 250 M USD par New Fortress Energy est attendue en novembre ou décembre.
- iii. Des accords de swap: des négociations ont cours avec la Reserve Bank of India, la PBoC, et plusieurs banques centrales du Moyen-Orient.
- iv. Un prêt à long terme de 1,5 Md USD d'une agence affiliée à un gouvernement étranger et plusieurs propositions de prêts syndiqués en réponse à un appel d'offres du gouvernement sont actuellement évalués.
- v. Des lignes de crédit permettant de financer les importations de pétrole: des négociations sont en cours au sujet d'une ligne de crédit indienne de 500 M USD et une facilité de prêt à long-terme d'environ 3,6 Mds USD avec le gouvernement omanais.

Dégradation par Moody's de la note souveraine de Caa1 à Caa2, avec perspective stable

Moody's achève la procédure entamée le 19 juillet 2021 en vue d'une dégradation possible de la note souveraine. La dégradation est motivée par l'absence d'un plan de financement complet permettant au gouvernement de faire face aux importantes échéances de dette à venir, alors que le niveau de réserves en devises est au plus bas. La dette à long terme du pays avait déjà été revue à la baisse en septembre 2020 par Moody's (Caa1, perspective stable), en novembre 2020 par Fitch (CCC, réaffirmée en juin 2021) et en décembre 2020 par S&P (CCC+, perspective passée de stable à négative en août 2021). Alors que la notation des agences était alignée, la note de Moody's passe avec cette révision en-dessous de celle de S&P. Le gouvernement sri lankais a réagi, décrivant la dégradation comme « malvenue et inacceptable » et mettant en doute l'objectivité de l'agence.

Creusement du déficit commercial en août

Les exportations ont atteint 1,1 Md USD en août 2021, en hausse de 16,2% en glissement annuel. Sur ce même mois, les importations atteignent 1,7 Md USD (+30,8% en g.a.). Au même niveau qu'en juillet, les exportations dépassent 1 Md USD pour le 3^e mois consécutif et correspondent au plus haut niveau constaté pour un mois d'août. Entre janvier et août 2021, les exportations augmentent ainsi de 22,6% en g.a., à 7,9 Mds USD. Sur la même période, les importations ont néanmoins crû à un rythme plus rapide de 30,7% en g.a., pour s'établir à 13,4 Mds USD. Le déficit commercial se creuse donc à 586 M USD en août 2021, contre 342 M USD en août 2020, et à 5,5 Mds USD sur les huit premiers mois de l'année, contre 3,8 Mds USD sur la même période l'année dernière. Les principaux facteurs contribuant à la hausse du déficit entre janvier et

août 2021 sont la hausse des importations de carburant (+704,7 M USD, soit +41,7% en g.a.), de machines et équipements (+497,9 M USD, soit +37,6%), d'articles textiles (+486,5 M USD, soit +33,4%), de métaux communs (+252,6 M USD, soit +102,4%) et de produits chimiques (+214,2 M USD, soit +41,3%). La hausse des exportations en août 2021 tient essentiellement à un effet volume, celle des importations à un effet-prix. Les termes de l'échange se sont ainsi détériorés de 19,2% sur ce mois, par rapport à août 2020.

Remise en cause de l'interdiction des fertilisants chimiques

En mai 2021, le gouvernement avait brutalement ajouté les engrais chimiques à la liste des produits interdits à l'importation, dans l'objectif double de parvenir à une agriculture 100% biologique et de limiter la pénurie de devises étrangères.

Confronté au risque de diminution des récoltes de paddy (riz) pendant la saison de Maha (mousson au nord-est du pays), de baisse des rendements des plantations de thé et de caoutchouc, ainsi qu'à la grogne des agriculteurs et aux reproches de l'opposition, le gouvernement a depuis cherché à se fournir en engrais biologiques de substitution. 3,1 M de litres d'engrais à base de nano urée ont été commandés à l'Inde et une première livraison de 100 000 litres a été effectuée le 20 octobre. Par ailleurs, le gouvernement a fait machine arrière et ré-autorisé les engrais chimiques pour les plantations de thé, mais leur distribution fait l'objet de retards et le ministre des plantations a reconnu une chute graduelle de la récolte depuis début le début du mois. Le 19 octobre, le secrétaire du ministre de l'agriculture a reconnu que l'interdiction des engrais chimiques a été une décision malavisée, ainsi que la nécessité de la réviser.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa2	Stable	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international